

VU Research Portal

Les Khmers de France

Wijers, G.D.M.

published in
Cambodge Soir
2010

[Link to publication in VU Research Portal](#)

citation for published version (APA)

Wijers, G. D. M. (2010). Les Khmers de France. *Cambodge Soir*, 8-11.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

E-mail address:

vuresearchportal.ub@vu.nl

DOSSIER



Photo extraite de la pièce *Cambodge, me voici*, présentant quatre Cambodgiennes de la diaspora au consulat de Paris, tiraillées par les questions d'un possible retour.

Repères

600 000

Cambodgiens auraient pris le chemin de l'exil après les Khmers rouges, selon Stéphanie Nann, dans *Les Cambodgiens en France, entre l'image et la réalité*.

50 000

réfugiés Cambodgiens se trouvaient sur le sol français en 1989, d'après Ida Simon-Barouh dans *Les Cambodgiens en France : une identité retrouvée et transformée*.

63 284

Cambodgiens vivaient en France en 1999, incluant les citoyens naturalisés par la suite, selon le recensement de l'Insee.

Khmers de France : réintégration impossible ?

Ils sont surdiplômés, parlent parfois khmer, mais certains ont toutes les peines du monde à trouver leur place dans le Cambodge contemporain. Les « Anikatchun », comme ils sont surnommés, tentent de dépasser l'impression de décalage à laquelle ils sont confrontés.

Quatre femmes se font face dans la salle d'attente du consulat du Cambodge à Paris. Sophea, Sovandara, Mom et Metha ont des âges, des parcours et des rêves différents, mais toutes se posent la question du retour. S'invectivant, se disputant et se consolant, elles partagent, le temps de l'attente d'une formalité au service des visas, leur vision d'un Cambodge concentrant tous les fantasmes positifs ou négatifs des membres de la diaspora.

La scène est extraite de la pièce *Cambodge, me voici*, dont la lecture a été diffusée depuis deux semaines à Phnom Penh et Kep. La question du retour, Jean-Baptiste Phou, auteur de la pièce, se l'est aussi longtemps posée : « *Au début, j'ai passé des entretiens dans le secteur de la banque, dans des ONG... Des employeurs potentiels me disaient : "Tu seras plus efficace qu'un Cambodgien". J'ai commencé à avoir l'illusion dangereuse que j'avais un rôle à jouer... Je com-*

prends que ça doit être frustrant, pour les Cambodgiens, de voir le tapis rouge se dérouler pour des gens qu'ils considèrent comme des étrangers, qui sont parfois des charlatans et qui ont un complexe de supériorité. » Aujourd'hui, Jean-Baptiste Phou a cessé de se prévaloir de ses diplômes de l'université Dauphine et de l'École supérieure de commerce de Paris. Il envisage plutôt d'ouvrir un théâtre, et a abandonné toute prétention de « *participer au renouveau de la culture khmère* ». « *On ne nous a pas attendus pour ça... Ceux qui reviennent doivent avant tout le faire pour eux, sans se dire qu'ils vont aider le Cambodge.* »

Des vagues et des écueils

Dans leur projet, leurs aspirations et leurs parcours, les Khmers de France se suivent mais ne se ressemblent pas. L'histoire de leur retour commence à la fin des années 1980, lorsque le gouvernement de Hun Sen leur lance un appel – peu suivi – et qu'une pre-

mière génération d'« Anikatchun » rejoint les administrations dominées par le PPC. « *À l'époque, pour revenir, il fallait le plus souvent être partisan*, relève Gea Wijers, doctorante néerlandaise sur le sujet ⁽¹⁾. *La vague du début des années 1990, associée au retour du Roi, bénéficiait d'un a priori assez positif, mais, elle aussi, obligeait les gens à abandonner leur neutralité. Ceux qui ont rejoint le PPC ou le Funcinpec, malgré leurs compétences, se sont retrouvés prisonniers d'un système de patronage qu'ils ne pouvaient pas combattre, même s'ils avaient les ressources pour cela.* » Finalement, cette génération a, dans l'ensemble, déçu les Cambodgiens : « *Malheureusement, ce qu'on peut lire sur eux leur donne la réputation de gens qui ne savaient pas grand-chose, mais qui ont quand même obtenu de bonnes places au gouvernement*, relève Gea Wijers. *On dit d'eux qu'ils n'avaient pas de travail en France parce qu'ils étaient incompetents, et cette image a influencé celle de*

tous les ré-émigrants... Maintenant, ce rejet est moins fort. Les Khmers du Cambodge savent que ce sont les Khmers de l'étranger qui ont aidé à bâtir de nombreux hôpitaux, écoles et pagodes. La troisième vague date des années 2000, lorsque le pays a été perçu à nouveau comme "sûr". Souvent, ce sont des Khmers de la deuxième génération, bien intégrés en France. »

Les pieds dans le tapis rouge

Cette meilleure acceptation des « Anikatchun », Paul Albéza l'a fortement ressentie. Lui qui a quitté le Cambodge en 1975 à l'âge de 2 ans n'a jamais parlé que le khmer à la maison. Mais lors de son premier retour, à la fin des années 1990, il comprend vite que son intégration ne va pas de soi : « *Je me rappelle que la vendeuse de tickets, au Musée national, a insisté pour me faire payer, comme pour les touristes étrangers...* » C'est le même type de détails qui, en mai 2010, le

rassure : « À Siem Reap, j'ai constaté que la billetterie ne faisait pas de différence entre les Khmers, seule la nationalité comptait. » Mais malgré ses treize ans d'expérience dans la gestion de projets et les technologies de l'information, notamment auprès de compagnies pétrolières, le « tapis rouge » ne se déroule pas facilement sous ses pieds : « Ces domaines sont intéressants pour le pays, mais faire du business ici n'est pas facile. J'ai déjà pensé à tout laisser tomber et à retourner travailler à Londres, mais je ne veux pas abandonner aussi facilement. »

Sony, 43 ans, a aussi entrepris un retour au milieu des années 2000, alors qu'elle avait un emploi à Paris, dans une entreprise multinationale. « Quand j'ai cherché du travail, soit on me disait que j'étais surqualifiée, soit on me proposait un salaire local... Souvent, lorsque les Khmers de France reviennent au Cambodge, ils ont envie d'aider le pays, mais ils se rendent vite compte que les Cambodgiens d'ici n'ont pas besoin de nous. » Finalement, Sony a trouvé un emploi dans l'humanitaire, qui lui donnait « l'impression d'être utile ». Aujourd'hui, elle cherche du travail dans la finance et le contrôle de gestion, tout en se préparant à avoir un salaire peu attractif.

Les niveaux de rémunération proposés aux Khmers rapatriés ont souvent l'effet d'une douche froide : « Au début j'ai vraiment déchanté, se rappelle Dominique Dufieux, qui a intégré l'équipe de TSO (Travaux du Sud-Ouest) pour le chantier de restauration de la ligne de chemin de fer nationale en décembre 2009, un an après son retour au Cambodge. Travailler pour 1 000 dollars par mois, avec un gamin sous le bras, toujours habiter chez les uns et chez les autres, c'était très éprouvant... » D'autant que les études supérieures réalisées à l'étranger ne sont pas toujours déterminantes : « Au début, je n'y connaissais rien : je venais de passer un diplôme de logistique. Mais le fait que je sois Franco-Cambodgienne les a rassurés. Et puis ici, ce ne sont pas les diplômes qui comptent, il faut être un vrai caméléon. Il m'a fallu être capable de considérer tout le monde et n'importe qui, d'aller négocier avec des généraux à la frontière, des patrons de casino... » Aujourd'hui, Dominique Dufieux a intégré l'entreprise RMA Trading Co et travaille dans le développement agricole. « Les Cambodgiens ont besoin de moi, car ils n'arrivent pas communiquer avec les Blancs, ils sont bloqués », estime-t-elle.

« Il y a quand même une certaine méfiance



Songthoul Fernandez, directeur de l'agence de voyages Kennary Tours.

des Khmers du Cambodge envers les Khmers de l'étranger, note Songthoul Fernandez, 53 ans, directeur de l'agence de voyages Kennary Tours. Ils sont très solidaires entre eux par rapport aux Khmers de l'étranger, dont beaucoup ont un complexe de supériorité dû à leurs études et leur expérience. » Lui est au Cambodge depuis 1999, et a aussi le sentiment d'un gâchis : « Il n'y a pas de volonté de la part du gouvernement de faire appel à nos compétences... Le pays revient de loin, les Cambodgiens de l'extérieur veulent que les choses aillent trop vite, cela induit un décalage. »

L'échec d'une génération

En politique, le retour des « Anikatchun » dans les années 1990 s'est traduit par un échec, estime Songthoul Fernandez : « Cette génération n'était pas prête, elle avait le sentiment de pouvoir modeler le pays à sa façon, et quand ils sont arrivés, ils n'ont pas intégré le facteur sociétal, le fait que la population n'avait pas la même vision qu'eux. » Pendant le premier gouvernement, la rupture culturelle est nette entre les ministres du Funcinpec, diplômés d'écoles étrangères prestigieuses et aux parcours brillants, et les responsables PPC, souvent restés au Cambodge pendant les années de guerre et d'occupation.

« La première vague de retour s'est faite par l'intermédiaire des partis politiques, avec le Funcinpec et le FNLPK de Son Sann, dans la perspective des élections de 1993, note Ros Chantrabot, historien revenu de France en 2000, et aujourd'hui proche du PPC. Ils voulaient diriger le pays, et quand leurs mouvements se sont effondrés, ils ont perdu leur place au Cambodge. Ils voulaient imposer une façon de faire, se comportaient comme des étrangers et n'ont

pas réussi à s'intégrer. »

Aujourd'hui, le fossé est moins profond : le jeu des transfuges et ralliements a brouillé les cartes, et même parmi les Khmers de France, le ressentiment envers le PPC semble moins aigu : « Ceux avec lesquels j'ai parlé critiquent souvent la politique de Hun Sen, mais ils sont quand même fiers de leurs enfants ou neveux qui sont rentrés et ont trouvé un poste grâce au PPC », note Gea Wijers. Le personnel politique de l'opposition, pourtant, reste assez fortement composé de Khmers de la diaspora, et ces derniers sont régulièrement mis à contribution par le PSR et le PDH lors des levées de fonds. Yem Ponhearith, député PDH de la circonscription de Prey Veng, fils d'un député républicain sous Lon Nol, est emblématique de ces Khmers de l'étranger revenus au Cambodge faire de la politique : « En France, j'ai appris le fonctionnement de la démocratie, le rôle de l'administration et le concept de politique sociale, indique-t-il. J'ai constaté que la situation au Cambodge était de plus en plus grave, avec les spoliations de terres et l'absence de justice. » Revenu



Le Vénérable Yos Hut Khemacaro (à droite), dans le dispensaire de Kampong Trabek.

définitivement en 2007, il a obtenu un siège à l'Assemblée nationale l'année suivante. En 2008, Lon Rith, fils du général Lon Nol, a également tenté un retour au pays en fondant, avec un succès tout relatif, le Parti républicain khmer. Interrogée sur le poids politique des Khmers de France sur le PSR, Saumura Tioulong, députée et épouse de Sam Rainsy, n'a pas répondu aux questions de *Cambodge Soir Hebdo*.

Le blues du businessman

« Ce qui se passe dans la sphère politique est souvent très distinct de ce qui se passe dans la réalité », relativise Gea Wijers. Pour elle, la forte dépendance du Cambodge représente une opportunité pour les Khmers de la diaspora, qui disposent d'un réseau transnational : « C'est l'exemple du Vénérable Yos Hut Khemacaro, qui, grâce à ses connexions, parvient à être influent au Cambodge et en France, et à mener à bien ses projets humanitaires, note-t-elle. Or, la capacité du gouvernement est encore faible. Aujourd'hui, nous sommes dans une véritable république des ONG, où ce sont les associations qui agissent pour faire évoluer le pays. » Ces ONG peuvent compter sur l'appui financier de la première génération d'émigrés, qui n'envisagent pas de retour à long terme. « Beaucoup de ceux qui sont intégrés en France veulent profiter de la protection sociale de leur pays d'accueil et n'ont pas envie de revenir. Pour aider, ils préfèrent

envoyer de l'argent et du matériel, par exemple. » Ceux qui reviennent pour s'enrichir, en général, vont au-devant de grosses déceptions : « Pour eux, il n'y a pas encore la quantité et la qualité des produits nécessaires à des activités d'import-export au Cambodge. Ils se retrouvent à acheter ou vendre des produits thaïlandais, et sont confrontés aux problèmes locaux de corruption. » Leur retour, s'il n'est pas fructueux, n'est même pas forcément souhaitable pour le pays : « Les jeunes Cambodgiens ont l'impression que les jeunes de l'étranger ont plus de facilités à trouver du travail, ce qui les incite à vouloir, eux aussi, étudier à l'étranger. On assiste ainsi à la fois à un brain gain et à un brain drain... »

Dans le milieu des affaires, la différence culturelle est souvent vécue comme un obstacle au retour : « Il est difficile d'ouvrir un commerce avec peu d'argent, déplore Ros Chantrabot. Les Khmers de l'étranger se découragent souvent lorsqu'ils constatent qu'ils vont devoir verser des dessous-de-table... » Pour autant, selon lui, les « Ani-

katchun » représentent un potentiel économique inexploité : « Si le gouvernement parvient à attirer les retraités, cela pourrait faciliter les entrées de devises. Les Khmers de l'étranger viendraient dépenser leur argent ici et avoir un meilleur niveau de vie qu'en France ou aux États-Unis... »

Des héros très discrets

Quant à l'idée de se ré-enraciner au Cambodge, elle reste le plus souvent une illusion : « Les Khmers de la diaspora peuvent se rapatrier, se réconcilier avec le pays, mais presque jamais se réintégrer comme avant leur départ. Au final, ils disposent de moyens importants, mais ont le sentiment de ne pas pouvoir les mettre complètement au service de leur pays, estime Gea Wijers. Ce sont comme des superhéros venus d'une autre planète, qui doivent souvent cacher leur pouvoir ou leur savoir pour se protéger. Ils n'ont pas toute la liberté pour faire des choses hors du commun des traditions et des coutumes du Cambodge, et ne peuvent exploiter leurs connaissances franco-khmères qu'en de rares circonstances. »

**Adrien Le Gal
et Alain Candille (avec Pen Bona
et Jérôme Becquet)**

1- Auteur d'une thèse de doctorat en cours : Naviguer sur une rivière tout en respectant ses méandres. Étude comparative des activités des ré-émigrants cambodgiens en matière d'entrepreneuriat institutionnel.



Dominique Dufieux : « Ce ne sont pas les diplômes qui comptent, il faut être un vrai caméléon. »

DOSSIER

Les multiples facettes de l'intégration

Deux destins bien distincts se rejoignent sous les couleurs du retour au pays réussi. L'entreprise fut longue et a pris différents visages, mais chacun à leur façon, deux entrepreneurs ont œuvré à balayer l'image figée de l'intégration échouée.

Dans un pays qui assiste au retour des membres de ses diasporas australiennes, américaines et françaises, il est parfois difficile pour eux de trouver une place. Entre travail, famille, langage, « surtout lorsque les différentes communautés ne se mélangent pas, perdre pied peut également être un ingrédient

que la vie lui offre ici, nourrie par les boulots alimentaires et les perspectives stériles. Ses parents, rentrés au Cambodge quelques années avant, lui proposent de les rejoindre. En passant d'abord par Singapour, son image moyen-âgeuse de l'Asie prend une claque, et il sait que cette région est faite pour lui. Sok Visal n'est depuis

gent cette dynamique du retour aux racines, ils s'entendent également sur leurs intentions une fois arrivés. « *Même si tout le monde clame qu'il revient ici avant tout pour apporter son expertise au pays, il convient de rester honnête et de commencer par s'aider soi-même* », déclarent de concert les deux entrepreneurs.

Chez Anvaya, sur 170 inscrits, une vingtaine va travailler dans une ONG, entre 50 et 60 vont être dans les affaires et le reste appartiendra aux secteurs des services, comme la banque, le marketing, la communication et l'informatique. Pourtant, plus que les diplômes, ce sont les idées, la mentalité, la faculté d'adaptation que les Cam-

bodgiens de la diaspora mettent sur le tapis au moment de se démarquer du lot et de justifier leur plus-value culturelle. « *Dans le monde des affaires, il n'y a pas encore de Cambodgiens locaux qui savent gérer le management, chose qu'on apprend à l'étranger. Mais il ne faut pas non plus se montrer arrogant, sinon l'intégration ou le contact avec les employés locaux risque d'être rompu* », prévient Baptiste.

Diaspora en vase clos

Mais cette communauté, qui se rassemble, se côtoie, travaille ensemble, ne risque-t-elle pas de reproduire le schéma dans lequel elle vivait en France, au sein même

de son propre pays ? N'étant ni des locaux, ni des expatriés, le risque pour cette catégorie à part de recréer une diaspora est tangible. « *Les Khmers-Australiens sont souvent là pour faire des affaires stricto sensu, et cherchent à se mélanger à la foule locale. En ce qui nous concerne, ce n'est pas le cas* », informe Baptiste. Pourtant, les chemins ne sont pas figés et les préjugés sont faits pour être brisés. Sok Visal, à travers son label de hip-hop, commence maintenant à délivrer des messages à la jeunesse cambodgienne, à délivrer des thèmes nouveaux aux auditeurs, et à finalement contribuer à faire avancer le pays.

Jérôme Bécquet



Sok Visal, lors du tournage de l'un de ses clips.

du retour », annonce Baptiste, le fondateur d'Anvaya, un réseau social et professionnel qui rassemble les Khmers de l'étranger. Il fait partie des Franco-Khmers qui sont revenus dans le Royaume sans plan de carrière ni projet de vie. Le seul facteur qui pouvait lui permettre, en 2002, de s'y installer, était que son père l'accueillait. Son père, un homme du retour lui aussi, qui avait pris le chemin du Cambodge en 1991. Et c'est en 1992 que Baptiste s'est frotté pour la première fois au pays de ses racines. « *Je ne savais vraiment pas à quoi m'attendre en imaginant ce pays. Surtout que nous sommes d'abord passés par Bangkok, ma sœur et moi, qui fut un choc. Le Cambodge en fut un autre...* » Sok Visal, fondateur du label KlapYa-Handz et de 391° Films, a une expérience à peu de choses près similaire. En 1993, alors qu'il habitait dans la cité des 3000 à Aulnay-sous-bois, en banlieue parisienne, ce fut le déclic. À 22 ans, ce membre d'un collectif de graff est déjà fatigué de la médiocrité

retourné qu'une seule fois en France.

Les ambitions personnelles avant tout

« *Les racines, c'est ce que tout le monde vient chercher ici, c'est une sorte de socle commun à chaque Khmer de l'étranger* », mettent en avant Baptiste et Sok Visal, le premier insistant sur les effets bénéfiques qu'Anvaya peut avoir sur les jeunes générations qui reviennent, toujours en proie aux conflits intérieurs identitaires, « *qui se revendiquaient Cambodgiens en France et qui découvrent que ce n'est pas le cas une fois dans leur pays* ». « *Lorsque je me rendais au marché, à l'époque, tout le monde me faisait sentir que je n'étais pas vraiment d'ici en me donnant des prix toujours plus élevés, ou en me parlant en anglais, se souvient Sok Visal. Ça m'a donné envie de redoubler d'efforts pour redevenir un enfant du pays, me sentir chez moi.* »

Si Baptiste et Sok Visal parta-

gent cette dynamique du retour aux racines, ils s'entendent également sur leurs intentions une fois arrivés. « *Même si tout le monde clame qu'il revient ici avant tout pour apporter son expertise au pays, il convient de rester honnête et de commencer par s'aider soi-même* », déclarent de concert les deux entrepreneurs.

Les Khmers de l'étranger peuvent-ils jouer un rôle de premier plan dans le procès des Khmers rouges ? Ils le sauront dans les semaines à venir, lorsque l'ordonnance d'admissibilité des parties civiles qui les concerne sera rendue par les juges d'instruction. Le procès de Duch, déjà, avait suscité un intérêt marqué parmi les membres de la diaspora, notamment le témoignage d'Antonya Tioulong, sœur d'une victime de S-21, en novembre 2009. Avec l'affaire n°2, des figures de la diaspora comme Uch Sothun, qui a demandé à être admis comme partie civile, auront peut-être l'occasion de prendre une part active dans le processus de justice.

Déjà, en 1999, l'association Asoca se crée en Belgique, suite au ralliement des derniers fiefs khmers rouges et à leur réintégration au gouvernement. La même année, une plainte est déposée en Belgique – où le principe de la « *compétence universelle* » autorise ce type de démarches – à l'encontre de Khieu Samphan,

Nuon Chea et Ieng Sary pour « crime de génocide ». Le contenu de la plainte illustre à lui seul la radicalité des attentes des Khmers de Belgique et de France : il s'agit ni plus ni moins que soit reconnu « *le danger que fait courir à l'actuelle population cambodgienne, un retour aussi menaçant de l'influence khmère rouge dans les sphères dirigeantes du pays* »...

En avril 1999, une instruction est ouverte et un mandat d'arrêt est lancé contre Duch. La même année, la veuve de l'ex-président de l'Assemblée nationale, Billon Ung Bun Hor, porte plainte contre X en France dans l'espoir de faire reconnaître la responsabilité de la France dans la mort de son mari en 1975.

Dans une étude publiée en juillet 2007⁽¹⁾, Elyda Mey note une ambivalence entre la diaspora cambodgienne et la population quant aux recours formés devant la justice : « *Les plaignants ont agi de manière dissociée par rapport aux victimes locales. Ils n'ont pas établi de collaboration ni de contact avec les associations cambodgiennes*, écrit-elle. *Cette carence peut s'avérer regrettable dans la mesure où les rescapés issus de la diaspora se coupent des réalités du pays d'origine.* » Quant à la société civile cambodgienne, elle seraient plutôt embarrassée par l'implication des Khmers de l'étranger, qui agissent au travers d'associations comme « Justice pour le Cambodge », fon-

dée en France en 2006 : « *Certaines structures locales ont exprimé leur réticence face à la participation de la diaspora*, écrit Elyda Mey. *Elles craignent en effet que celle-ci, grâce à ses capacités potentiellement supérieures, n'éclipse les revendications des victimes locales dans le processus, conférant ainsi une image de "justice pour la diaspora"* ».

Parmi les Khmers de France, néanmoins, en dehors de quelques personnalités impliquées, la règle reste la loi du silence. « *Les personnes interviewées ont du mal à parler du passé – guerre et génocide*, note Stéphanie Nann, chercheuse ayant étudié la diaspora cambodgienne⁽²⁾. *C'est souvent au détour d'une phrase que nous apprenons la disparition de la moitié de la famille. Le silence sur le passé peut refléter un sentiment de honte d'appartenir à un peuple ayant perpétré un génocide. [...] Les Cambodgiens se considèrent comme une seule famille à travers laquelle le sentiment d'attachement est porté au pays.* »

Adrien Le Gal

1- Le rôle de la diaspora dans la justice transitionnelle : l'exemple du Cambodge, International Center for Transitional Justice, 2007.
2- Les familles cambodgiennes en France : histoires de vie et reconstruction, Dialogue 2009/3, n°185, p. 55.